

International Political Science Review

<http://ips.sagepub.com/>

Abstracts in French and Spanish

International Political Science Review 2013 34: 598

DOI: 10.1177/0192512113501966

The online version of this article can be found at:

<http://ips.sagepub.com/content/34/5/598>

Published by:



<http://www.sagepublications.com>

On behalf of:



[International Political Science Association \(IPSA\)](#)

Additional services and information for *International Political Science Review* can be found at:

Email Alerts: <http://ips.sagepub.com/cgi/alerts>

Subscriptions: <http://ips.sagepub.com/subscriptions>

Reprints: <http://www.sagepub.com/journalsReprints.nav>

Permissions: <http://www.sagepub.com/journalsPermissions.nav>

>> Version of Record - Sep 17, 2013

[What is This?](#)

Abstracts in French and Spanish

International Political Science Review

34(5) 598–603

© The Author(s) 2013

Reprints and permissions:

sagepub.co.uk/journalsPermissions.nav

DOI: 10.1177/0192512113501966

ips.sagepub.com



Résumés

Internet : une nouvelle voie de bonne gouvernance ?

Susan Khazaeli et Daniel Stockemer

Étudiant la relation entre l'utilisation d'Internet et la gouvernance dans différents types de régime, l'article souligne le potentiel d'Internet dans l'amélioration de la gouvernance. Par une analyse de données temporelles groupées pour plus de 170 pays avec des relevés annuels ou biennuels entre 1996 et 2010, nous établissons que les pays aux taux de pénétration d'Internet les plus élevés bénéficient généralement d'une meilleure gouvernance, plus stable, indépendamment du type de régime. Notre découverte a des conséquences tant pratiques que théoriques. Du point de vue pratique, nos résultats étayent fortement la possibilité qu'Internet améliore l'accès aux informations, offre des sources pluralistes d'information et des tribunes pour les discours politiques. Nos découvertes suggèrent aussi que la facilité conjointe d'Internet à exposer et enquêter dans la sphère publique peut encourager des dirigeants à améliorer la transparence et la responsabilisation. Au plan empirique, l'article introduit une variable supplémentaire à la fonction de bonne gouvernance, qui devrait être incluse dans les analyses futures.

Pourquoi vote-t-on ? Raison ou émotion

Ching-Hsing Wang

Cette étude examine les effets de la rationalité et de l'émotion sur le taux de participation électorale. En suivant les implications empiriques du cadre de modèles théoriques, je décris la relation entre rationalité, émotion et taux de participation, et je propose deux hypothèses des effets du différentiel partisan et du différentiel émotionnel sur le taux de participation. Le test empirique utilisant les données des enquêtes nationales américaines sur les élections 1996, 2000, 2004 et 2008 montre que le différentiel partisan aussi bien que le différentiel émotionnel exercent des effets significativement positifs sur le taux de participation, confirmant que la décision individuelle d'aller voter est fonction tant de la rationalité que de l'émotion. Cependant, cette étude suggère que la rationalité joue un rôle plus important et cohérent que l'émotion dans la décision de voter, parce que l'effet de l'émotion sur le taux de participation pourrait être construit sur l'apparence de candidats charismatiques.

L'impact de la décentralisation sur les mobilisations en Europe de l'Ouest

Mario Quaranta

Il existe nombre d'explications de la variation dans la contestation politique. Cependant, elles ne se sont pas suffisamment intéressées aux institutions et à l'influence que celles-ci exercent sur la contestation. Cet article, en utilisant une analyse multiniveau et des données d'enquêtes transnationales, suggère que la protestation politique dépend du niveau de décentralisation institutionnelle. En fait, la décentralisation augmente le nombre d'acteurs étatiques, implique une multiplication des points d'accès au système politique et fournit de meilleures chances d'influencer le processus de prise de décision. De plus, la mobilisation d'agents tels que les partis politiques et les syndicats dépend aussi du niveau de décentralisation.

Un revirement politique de droite à gauche ? Le cas du Honduras sous Manuel Zelaya

Clayton M. Cunha Filho, André Luiz Coelho et Fidel I. Pérez Flores

Membre de l'élite hondurienne et élu président sur un programme de centre droit en 2005, Manuel Zelaya s'est ensuite rallié au bloc des gouvernements de la gauche radicale d'Amérique latine – premier cas de revirement politique post-démocratisation de droite à gauche dans la région. Le but de cet article est d'évaluer les raisons qui pourraient avoir motivé le tournant idéologique de Zelaya. Après une brève présentation du processus politique hondurien, nous passons en revue la littérature sur la question du revirement politique et procédons à une analyse empirique du cas hondurien. Nous constatons que la fragilité du secteur de l'énergie au Honduras et l'alliance avec le Venezuela dans un contexte de crise économique internationale et de prix élevés du pétrole pourraient avoir déclenché un mécanisme causal semblable à celui suscité par la pénurie de monnaie et la pression internationale considéré par la littérature comme la principale cause du revirement traditionnel de gauche à droite : cette étude de cas pourrait ainsi servir d'exercice de concordance avec les résultats généraux de la théorie courante du revirement.

Répression, menaces politiques et durée en autocratie

Abel Escrivà-Folch

Avec la mise en place d'un soutien politique, la répression est un des deux instruments de base utilisés par les dictateurs pour rester au pouvoir. Pourtant, aucune enquête systématique n'analyse si la répression aide vraiment les dictateurs à conserver le pouvoir. Cet article comble ce manque en abordant la relation entre durée et répression. Les résultats révèlent que la répression augmente effectivement la probabilité de durée des dictateurs. Également, les différents types de chute des dirigeants autoritaires et de répression sont analysés. On distingue entre, d'une part, des fins non violentes et normales, et d'autre part, des sorties violentes et imprévues, ainsi qu'entre terreur politique et restrictions des libertés civiques. On soutient que la terreur est efficace contre le danger émanant de groupes organisés, tandis que les restrictions des libertés civiques servent essentiellement à empêcher l'action collective. Les données empiriques confirment que la terreur politique réduit seulement la probabilité de sorties non violentes et contrôlées. En revanche, les restrictions des libertés civiques sont efficaces dans la dissuasion des deux sortes de menaces.

Voter différemment selon les arènes électORALES : implications empiriques d'une démocratie décentralisée

Pedro Riera

Cet article évalue la validité de différentes hypothèses expliquant le vote double dans les arènes électORALES d'un État décentralisé. À partir des données de trois cycles électORAUX distincts en Catalogne, j'établis que c'est l'estimation des candidats régionaux des deux principaux partis qui possède l'impact le plus grand et le plus cohérent sur les transferts de vote entre les niveaux de gouvernement. Les résultats soulignent aussi (bien que dans une moindre mesure) le rôle joué par le vote rétrospectif au niveau régional et les effets que la performance gouvernementale et les niveaux d'approbation des dirigeants nationaux ont sur la probabilité d'effectuer un double vote. Ensemble, ces résultats concernent non seulement la littérature du double vote, mais aussi la recherche sur les conséquences de l'alignement électoral dans les démocraties industrielles avancées.

Une politique étrangère réorientée par un décideur : le Danemark et la Guerre du Golfe

Fredrik Doeser

À l'encontre de la recherche la plus récente sur le sujet, cet article examine comment un décideur individuel peut avoir un impact sur des changements majeurs de la politique étrangère. L'article prend comme point de départ théorique le concept de changement conduit par un leader, concept relatif aux efforts déterminés d'un dirigeant politique pour changer de politique. Empiriquement, l'article examine l'évolution survenue dans la politique étrangère du Danemark quand son gouvernement a décidé de participer aux sanctions des Nations unies contre l'Irak en août 1990. L'article constate que le ministre des Affaires étrangères était l'initiateur principal de la réorientation politique, que ses caractéristiques personnelles ont joué un rôle décisif et que la crise de Golfe a créé pour ce ministre l'opportunité d'amorcer un changement de politique. Dans la mise en œuvre de cette mutation, cependant, il ne pouvait pas agir isolément et il a dû s'appuyer sur d'autres acteurs politiques. À partir de ces découvertes empiriques, l'article suggère une nouvelle théorie du changement de politique étrangère.

Resúmenes

Internet: una nueva ruta para la buena gobernanza

Susan Khazaeli y Daniel Stockemer

Al examinar la relación entre el uso de Internet y la gobernanza a través de diferentes tipos de régímenes, el artículo hace hincapié en el potencial de Internet para mejorar la gobernanza. A través de un análisis agregado de series de tiempo de más de 170 países con datos anuales o bianuales desde 1996 hasta 2010, se establece que los países con mayores tasas de penetración de Internet en general gozan de una mejor y más estable gobernanza, independientemente del tipo de régimen. Nuestro hallazgo tiene implicaciones tanto prácticas como teóricas. En términos prácticos,

nuestros resultados consideran fuertemente la posibilidad de que Internet facilita el acceso a la información, tiene capacidad para adaptarse a fuentes plurales de información, y genera plataformas para el discurso político. Nuestros resultados también sugieren que la capacidad concomitante que ofrece Internet tanto para informar como para hacer escrutinio de la esfera pública puede animar a los líderes a mejorar la transparencia y rendición de cuentas. Más empíricamente, el artículo introduce una variable adicional a la función de la buena gobernanza, que debería incluirse en futuros análisis.

¿Por qué vota la gente? Racionalidad o emoción

Ching-Hsing Wang

Este estudio tiene como objetivo examinar los efectos de la racionalidad y la emoción en la participación electoral. Mediante la aplicación de consecuencias empíricas a un modelo conceptual teórico, esboza la relación entre racionalidad, emoción y participación electoral y propone dos hipótesis acerca de los efectos del diferencial entre partidos y de un diferencial de emociones sobre la participación electoral. La prueba empírica, usando datos de los Estudios Nacionales de las Elecciones Americanas de 1996, 2000, 2004 y 2008, demuestra que tanto los diferenciales de los partidos como el de las emociones ejercen una influencia significativamente positiva en la participación electoral, lo cual confirma que la decisión individual de votar es una función tanto de la racionalidad como de las emociones. Sin embargo, este estudio sugiere que la racionalidad juega un papel más importante y consistente que la emoción en la decisión individual de participar en las elecciones, debido a que el efecto de la emoción sobre la participación puede ser construido sobre la base de la aparición de candidatos carismáticos.

El impacto de la descentralización institucional sobre la protesta en Europa Occidental

Mario Quaranta

Existen muchas explicaciones para la variación en la protesta política. Sin embargo, éstas no se han centrado en forma suficiente en las instituciones y la influencia que éstas últimas tienen en la protesta. Este artículo, mediante la utilización de un análisis multinivel y datos transnacionales de encuestas, sugiere que la protesta política depende del nivel de descentralización institucional. De hecho, la descentralización aumenta el número de actores estatales, implica una multiplicación de los puntos de acceso al sistema político, y ofrece mayores posibilidades de influir en el proceso de toma de decisiones. Además, se muestra que el efecto de las agencias de movilización, tales como los partidos políticos y los sindicatos, también depende del nivel de descentralización.

¿Un cambio político de derecha a izquierda? Un análisis del caso de Honduras bajo Manuel Zelaya

Clayton M. Cunha Filho, André Luiz Coelho y Fidel I. Pérez Flores

Manuel Zelaya, miembro de la élite hondureña y presidente electo con una plataforma de centro-derecha, en 2005, pronto se convirtió en un aliado del bloque de gobiernos de izquierda radical en

América Latina – este es el primer caso de una post-democratización que presenta un cambio político de la derecha a la izquierda en la región. El objetivo de este artículo es evaluar las razones que podrían haber motivado este cambio ideológico de Zelaya. Después de una breve discusión sobre el proceso político hondureño, se revisa la literatura sobre cambio político y se procede a un análisis empírico del caso hondureño. Nos encontramos con que la fragilidad del sector energético del país y la alianza con Venezuela en un contexto de crisis económica internacional y los altos precios del petróleo podrían haber desencadenado un mecanismo causal, en Honduras, similar al causado por la escasez de divisas y la presión internacional señalado por la literatura como causa principal del cambio político tradicional de izquierda a derecha, sugiriendo que este caso podría servir como un ejercicio sobre patrones-coincidentes para los resultados generales de la teoría del cambio político actualmente aceptada.

Represión, amenazas políticas y supervivencia bajo autocracia

Abel Escribà-Folch

Junto con la movilización de apoyo político, la represión es uno de los dos instrumentos básicos que los dictadores utilizan para mantenerse en el poder. Sin embargo, no hay investigación sistemática que analice si la represión en realidad ayuda a los dictadores a mantener el poder. Este artículo llena este vacío al abordar la relación simultánea entre supervivencia y represión. Los resultados revelan que la represión ciertamente aumenta la probabilidad de supervivencia de los dictadores. Además, el artículo analiza los diferentes tipos de salida del líder autoritario y de la represión. El artículo distingue entre, por una parte, las salidas no-violentas y regulares y, por otra, las salidas violentas e irregulares, así como entre terror político y restricciones a las libertades civiles. Argumenta que el terror es eficaz contra las amenazas de grupos organizados, mientras que las restricciones a las libertades civiles esencialmente sirven para impedir la acción colectiva. La evidencia empírica confirma que el terror político sólo reduce la probabilidad de las salidas no-violentas y regulares. En cambio, las restricciones a las libertades civiles son eficaces para disuadir los dos tipos de amenazas.

Votación diferente a través de arenas electorales: implicaciones empíricas de una democracia descentralizada

Pedro Riera

Este artículo evalúa la validez de varias hipótesis alternativas que explican el voto dual a través de distintas arenas electorales en un sistema de gobierno descentralizado. Basado en datos de tres ciclos electorales diferentes en Cataluña, se encuentra evidencia de que la evaluación de los candidatos regionales de los dos partidos principales tiene el mayor y más consistente impacto en las transferencias de voto entre los niveles de gobierno. Los resultados también destacan, aunque en menor medida, el papel desempeñado por el voto retrospectivo en el nivel regional y el impacto que los niveles de rendimiento y la aprobación del gobierno con respecto a los líderes nacionales tienen sobre la posibilidad de emitir un voto dual. En conjunto, estos resultados no sólo hablan a la literatura sobre la votación-dual, sino que también a la investigación más amplia sobre las consecuencias de la des-alineación por parte del electorado en las democracias industriales avanzadas.

Cambio liderado y política exterior: Dinamarca y la Guerra del Golfo Pérsico

Fredrik Doeser

En contraste con la mayoría de las investigaciones anteriores sobre el cambio en política exterior, este artículo investiga cómo una persona en la toma de decisiones políticas puede tener un impacto sobre cambios importantes en la política exterior. El artículo toma como punto de partida teórico el concepto de cambio liderado que se centra en los esfuerzos determinados de un líder político para cambiar la política. Empíricamente, se indaga el cambio en la política exterior de Dinamarca, que se produjo cuando su gobierno decidió participar en las sanciones de las Naciones Unidas contra Irak en agosto de 1990. El artículo concluye que el ministro de Relaciones Exteriores fue el principal iniciador del cambio de política, que sus características personales jugaron un papel decisivo, y que la crisis del Golfo crea una ventana de oportunidad para que el ministro de Relaciones Exteriores iniciara el cambio en la política. En la ejecución del cambio de política, sin embargo, el ministro de Relaciones Exteriores no pudo actuar de manera independiente, ya que necesitaba el apoyo de otros actores políticos. Sobre la base de estos hallazgos empíricos, el artículo sugiere una nueva teoría de cambio de política exterior.